

Analyse de la consultation du public 2012-2013 Bassin Corse



Rédigé par Elise CLAUDE

Version 1 – 28 Juin 2013

➤ Sommaire

INTRODUCTION	p. 03
Profil des répondants	p. 09
Résultats par enjeu	p. 14
1. Eau et changement climatique	p. 15
2. Ressource en eau	p. 17
3. Lutte contre les pollutions	p. 19
4. Préservation des milieux aquatiques et humides	p. 21
5. Maîtrise du risque d'inondation	p. 23
6. Mer méditerranée	p. 25
7. Autres remarques	p. 27
ANNEXE	p. 29

INTRODUCTION

➤ Contexte et objectifs

Contexte

- ✓ L'enquête publique est l'une des phases privilégiées de la concertation, au cours de laquelle un public concerné peut exprimer un avis. L'enquête a un double rôle :
 - Informer
 - Recueillir des observations
- ✓ Les 6 agences de l'eau ont décidé, pour la troisième fois, de donner la parole au grand public, collectivités locales, associations, industriels, agriculteurs... sur les actions à entreprendre pour maîtriser les pollutions et préserver la qualité des rivières, du littoral et de la mer pour une gestion durable de l'eau.

Objectifs

- ✓ Recueillir les avis du public sur les 6 grands enjeux de l'eau du bassin Corse envisagés dans le prochain Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux (SDAGE) 2016-2021.
- ✓ Les avis contribueront à la préparation de ce SDAGE.



➤ Méthodologie

Echantillon	Environ 19 répondants* au questionnaire Soit 36 contributions
Cible	Grand public du bassin Corse
Méthode de recueil	Assuré par l'Agence de l'Eau Auto-administré par Internet sur le site de l'Agence de l'Eau RMC ou auto-administré sur questionnaire papier
Période d'enquête	Du 1 ^{er} novembre 2012 au 30 avril 2013
Supports d'enquête	Questionnaire réalisé par l'Agence de l'Eau RMC

*Le paramétrage informatique sur le site internet de l'Agence de l'Eau RMC ne nous permet pas de déterminer le nombre exact de répondants.



La faible participation par question ne permet pas d'analyser quantitativement les résultats.

➤ Quelques mots sur la méthodologie



- ✓ L'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse a choisi de proposer une approche qualitative pour la consultation publique en favorisant l'expression libre à l'aide de questions ouvertes.
- ✓ Cette méthode **permet aux répondants de s'exprimer pleinement sur chaque enjeu**, en leur offrant la possibilité **de développer leurs idées**, d'apporter des **solutions et/ou** d'aborder des **sujets complémentaires**.
- ✓ Offrir la possibilité aux répondants de s'exprimer au-delà d'une question fermée (oui/non) permettra **d'enrichir la synthèse nationale** quantitative.

Les limites de cette approche :

- ✓ **L'expression libre** sur ces thématiques **n'est pas un exercice facile** pour le grand public, qui est, pour la majeure partie, néophyte. Ce facteur peut en partie expliquer un taux de participation plus restreint que pour un questionnaire à questions fermées.
- ✓ **Dans le cadre d'une approche spontanée**, il faut garder à l'esprit qu'une idée/thématique qui ne ressort pas de manière saillante ne signifie pas un manque d'intérêt de la part des personnes interrogées, mais seulement que ce n'est pas celle à laquelle elles pensent dans l'immédiat. C'est pourquoi, dans une approche qualitative, **il est difficile de hiérarchiser avec précision des idées**, elles sont toutes à observer avec attention.

➤ Récapitulatif des contributions

Environ 19 répondants* au QUESTIONNAIRE
ayant répondu à au moins une question



18 par internet



1 par courrier

Enjeu 1 : Eau et changement climatique



7**

Enjeu 2 : Ressource en eau



6

Enjeu 3 : Lutte contre les pollutions



4

Enjeu 5 : Maîtrise du risque d'inondations



4

Enjeu 6 : Mer Méditerranée



4

Enjeu 4 : Préservation des milieux aquatiques et humides



2

Autres remarques



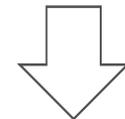
1

et 223 contributions
au FORUM



Environ **170 participants***

des bassins Rhône
Méditerranée et Corse
soit 1,3 contributions par
participants



**Le forum était
commun au bassin
RM et Corse,
l'analyse de ce
forum se trouve
dans le rapport
détaillé RM.**

**Le paramétrage informatique sur
le site internet de l'Agence de
l'Eau RMC ne nous permet pas de
déterminer le nombre exact de
répondants.*

** Sur 19 répondants 7 ont contribué à
l'enjeu 1 « eau et changement climatique »

➤ Déontologie

Norme ISO

▶ Cette étude a été réalisée conformément à la Norme ISO 20252 régissant les études de marché, études sociales et d'opinion.

**EDInstitut a été le 7ème institut en France à obtenir la norme ISO 20252 appliquée aux études et terrains.
EDInstitut était auparavant certifié NF Services depuis 2004**



▶ **Les caractéristiques certifiées concernent :**

- > **la méthodologie des études** : l'objectif de l'étude, la définition de la population à étudier, les thèmes abordés, la planification de l'étude, le briefing des enquêteurs, le coût et les délais,...
- > **le savoir-faire** : l'organisation du recueil d'information, la formation du personnel, la maîtrise des sous-traitants, le contrôle des données recueillies, la qualité du traitement des informations recueillies...
- > **la transparence** : la protection des données à caractère personnel, l'anonymat du client, la transparence à l'égard des personnes interrogées.

Selon les recommandations de l'Union des Annonceurs et du SYNTEC :

Propriété intellectuelle

- ▶ Toute diffusion ou reproduction directe ou indirecte, intégrale ou partielle, à titre gratuit ou à titre onéreux, à l'initiative du client, de tout document, ne pourra être faite sans l'accord exprès et préalable de la société d'études.
- ▶ La société d'études s'oblige, dans les mêmes conditions, à ne pas divulguer les résultats de l'étude.

Diffusion

- ▶ Si le client est amené à confier tout ou partie de ces résultats pour les besoins de son activité à des tiers, il se porte garant de leur faire prendre l'engagement de citer le nom de la société d'études dans toute diffusion ou reproduction.
- ▶ Le texte à faire figurer pour toute publication est le suivant : « *Résultats analysés par EDInstitut sur la base de l'enquête publique menée par l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse auprès d'environ 19 personnes ayant répondu par Internet ou voie postale entre le 1^{er} novembre 2012 et le 30 avril 2013.* »
- ▶ Toute modification du présent rapport est soumise à l'accord préalable d'EDInstitut.

Confidentialité

- ▶ Conformément à l'article 6 du code déontologique de Syntec Études Marketing et Opinion, les adhérents de Syntec Études Marketing et Opinion, s'engagent à respecter le code international des pratiques loyales CCI/ESOMAR.

➤ Lecture des résultats

Les résultats

Les résultats doivent toujours être lus en tenant compte des bases de répondants et des marges d'erreur.

Certains pourcentages sont calculés sur une base très faible : ils sont présentés à titre indicatif et sont précédés du pictogramme  **Effectifs faibles** .

Les différences statistiquement significatives entre différentes populations sont calculées selon la méthode du χ^2 pour les questions fermées et la loi de Student pour les questions numériques. Elles sont indiquées soit par des  ou des  , soit par des cases de couleur  ou  dans les tableaux et signalent une différence significative entre les résultats observés pour une sous-population donnée (ex : par enseigne, zone géographique, âge,...) et ceux observés pour l'échantillon global

La significativité est fonction du nombre de répondants, c'est pourquoi le même écart par rapport au pourcentage moyen peut être annoncé significatif pour une sous-population et non significatif pour une autre sous-population.

En dehors de certaines questions pouvant accepter plusieurs réponses (indiquées à l'aide du pictogramme suivant :  **Réponses multiples**), certains totaux peuvent être différents de 100% (les pourcentages sont arrondis à l'entier le plus proche).

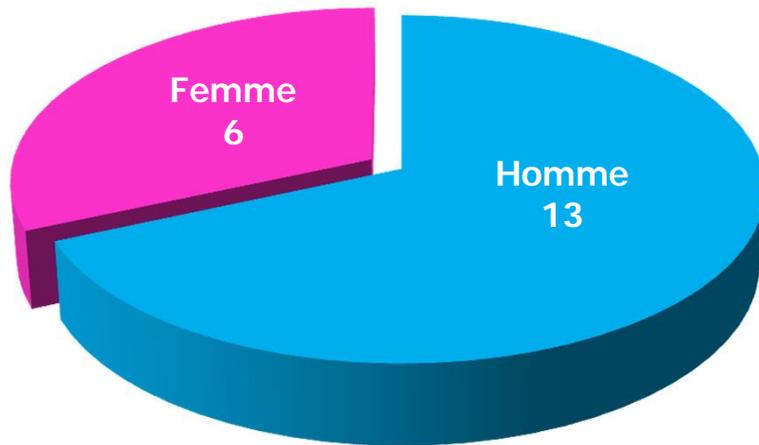
Etant donné l'effectif faible de répondants, les résultats sont présentés en nombre de citation.

Profil des répondants

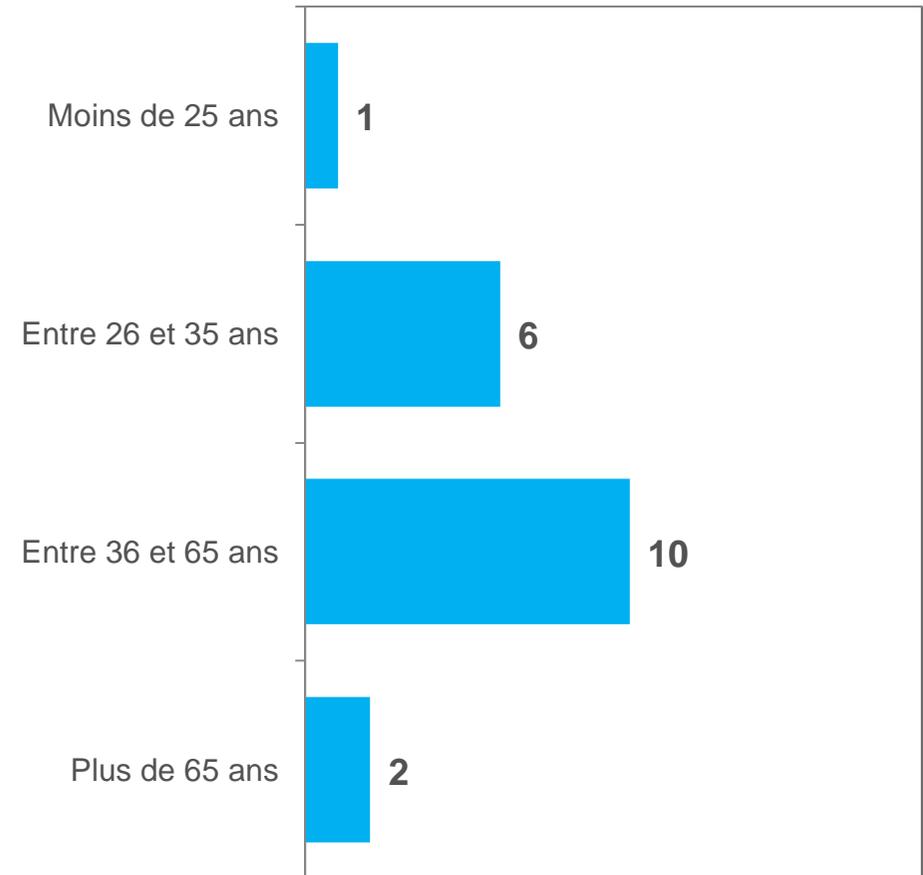
> Profil des répondants : sexe et âge

[Base : environ 19 répondants]

Vous êtes...



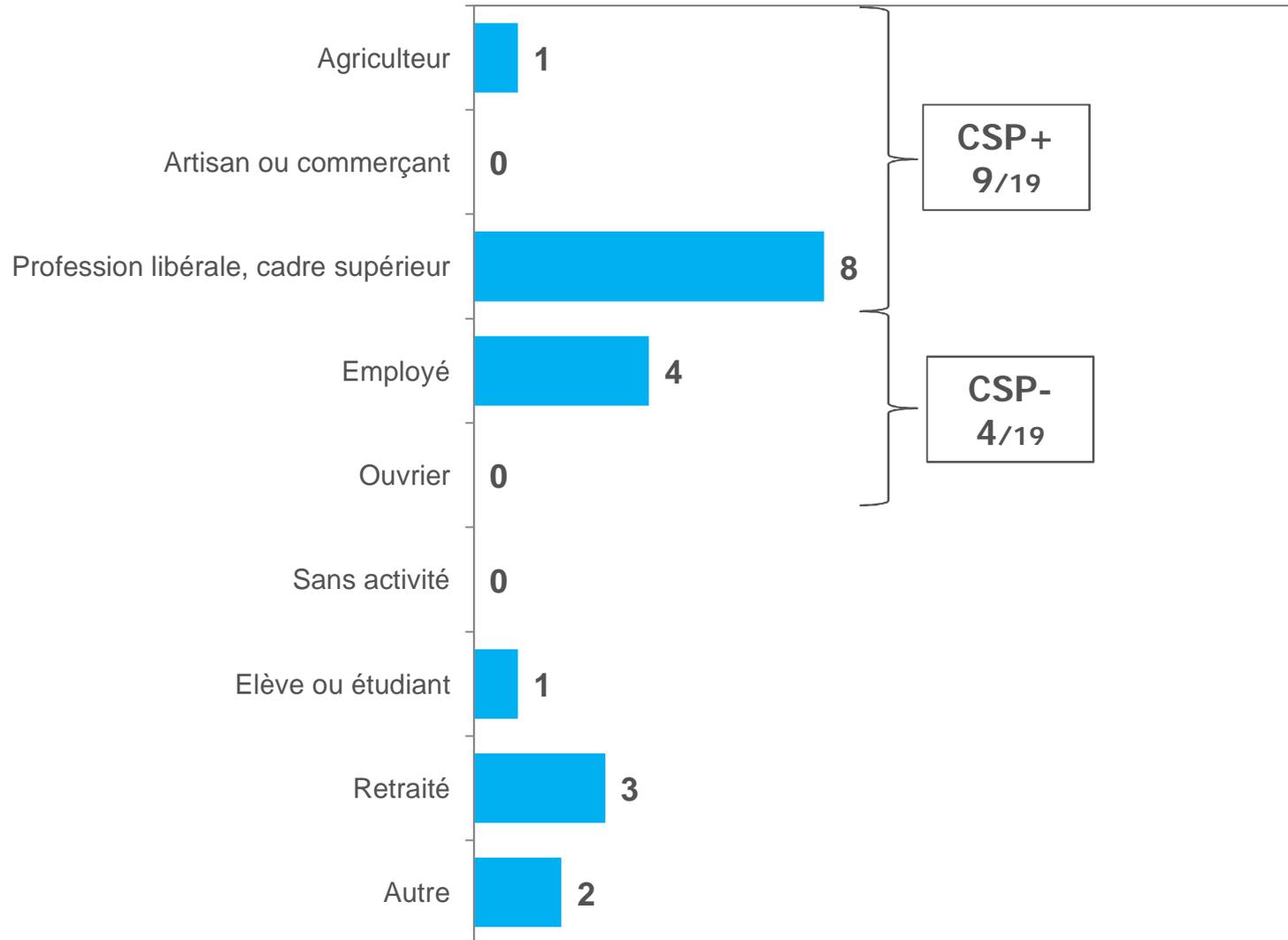
Vous avez...



> Profil des répondants : CSP

[Base : environ 19 répondants]

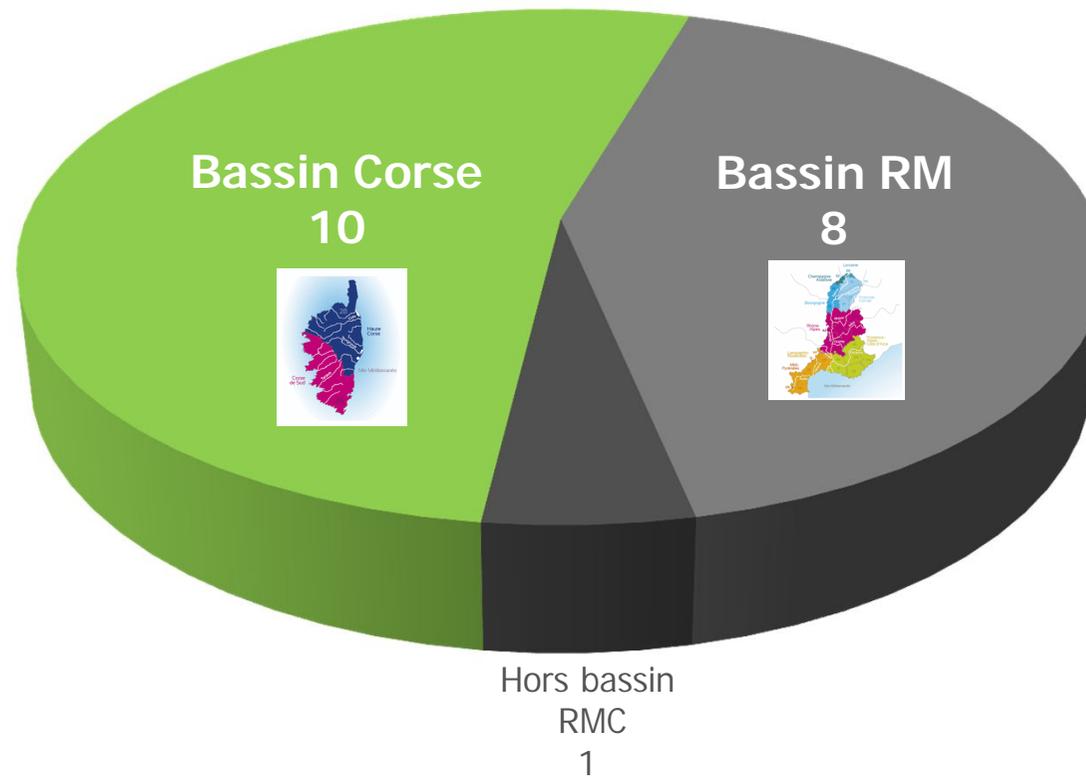
Vous êtes...



> Profil des répondants : région

[Base : environ 19 répondants]

Code postal de votre commune



Résultats par enjeu

1. Eau et changement climatique

➤ Eau et changement climatique

[Base : environ 7 répondants s'exprimant sur le thème « eau et changement climatique »]

 Question ouverte

 Réponses multiples

Quel est votre avis ? Avez-vous des remarques ou suggestions ? Selon vous, doit-on modifier nos comportements pour nous adapter aux changements climatiques et si oui comment ?

- Remise en cause de **l'activité économique concentrée en période estivale** à cause du tourisme (2 cit.)
« *Un territoire à l'économie tournée essentiellement sur le tout tourisme concentré sur 2 mois d'été ne pourra pas maîtriser sa consommation d'eau.* »
- Revoir les **politiques foncières et documents d'urbanismes** (1 cit.)
« *Il est impératif de pouvoir intervenir en amont dans les politiques foncières de préservation (des champs d'expansion des crues par exemple) et dans les documents d'urbanisme de façon plus claire et prescriptive.* »
- Remise en cause du **tourisme hivernal** (1 cit.)
« *Il est aberrant de consacrer cette eau pour la neige de culture.* »
- **Mieux partager l'eau** (1 cit.)
« *L'eau devient un bien de plus en plus rare. Elle doit être consacrée prioritairement à l'eau potable et secondairement à l'agriculture (irrigation).* »
- **Modifier les comportements** (1 cit.)
« *Les comportements doivent changer. Moins d'eau en bouteille, moins de bain. Eviter les lave-vaisselles. Nettoyer ses affaires à la main dès que possible.* »
- Qualité de l'eau, **pollution** (1 cit.) : élargir la protection des zones de captages, plus de sanctions des pollueurs (agriculture)
- Mettre en place un **observatoire des effets du changement climatique** sur les écosystèmes aquatiques locaux (1 sur 7)
- Remise en cause des **forages privés** :
 - ✓ avoir plus de contrôles par rapport à l'application des textes pour les forages existants
 - ✓ autoriser de nouveaux forages sur des critères restreints
 - ✓ tenir compte du risque de pollution
 - ✓ respecter les règles de foration

2. Ressource en eau

➤ Ressource en eau

[Base : environ 6 répondants s'exprimant sur le thème « ressource en eau »]

 Question ouverte

 Réponses multiples

Quel est votre avis ? Avez-vous des remarques ou suggestions ? Selon vous, faut-il continuer à fournir de l'eau à la demande ou bien engager un effort collectif pour l'économiser dès maintenant ?

- Modifier nos **comportements** (2 cit.)
« Certains arrosent l'été nuit et jour (en pleine chaleur) et même quand il pleut. »
« Efforts collectifs »
- Remise en cause des **forages** (2 cit.)
« Il faudrait pouvoir limiter la consommation d'eau de ceux qui ne la payent pas (forages). »
« Concernant les forages privés, il n'existe pas d'inventaire précis du nombre d'ouvrages sur les bassins versants. La quantification est difficile car de nombreux forages ne sont pas déclarés. Un travail de sensibilisation serait à mener afin d'inciter les particuliers à respecter le cadre réglementaire et leur rappeler les risques sanitaires encourus. »
- Optimiser **les retenues d'eau** existantes et/ou en créer d'autres (2 cit.)
« Aussi mieux vaut équiper les retenues existantes de stations de traitement adéquates avant d'envisager la création de nouvelles retenues. »
« Des études pour l'implantation de retenues collinaires, notamment dans des secteurs isolés, sont à envisager. »
- Revoir la **gestion quantitative** de la ressource (1 cit.)
« Seule une solution concertée de gestion au mois par bassin versant voire par micro région peut être envisagée. Des stockages complémentaires réalisés sur les micro régions en déficit & des campagnes de sensibilisation aux économies réalisées. »
- Revoir le type de **culture agricole** (1 cit.)
« Il faut encourager les cultures peu consommatrices d'eau et arrêter de subventionner les cultures de maïs notamment qui pompent beaucoup d'eau et qui sont traitées à outrance avec de pesticides. »
- Créer des **aides à la reconversion agricole** (1 cit.)
« Il faut privilégier les aides qui participent à une agriculture durable et respectueuse de l'environnement. C'est pourquoi, la PAC doit encourager la culture bio et la subventionner comme il se doit »
- Mieux protéger les zones de captages des communes isolées (1 cit.)
- Améliorer le rendement des réseaux de distribution (1 cit.)
- Réaliser un suivi des consommations (1 cit.)
- Sensibiliser à la gestion économique de l'eau (1 cit.)
- Problématique d'une dépendance mono-ressource de la région ajaccienne (1 cit.)

3. Lutte contre les pollutions

> Lutte contre les pollutions

[Base : environ 4 répondants s'exprimant sur le thème « lutte contre le pollutions »]

 Question ouverte

 Réponses multiples

Quel est votre avis ? Avez-vous des remarques ou suggestions ?

- Contrôler **les rejets** (1 cit.)
« *Le traitement des points de rejets direct d'eaux usées en rivière (avec le suivi régulier des équipements d'assainissement non collectif) est également un axe de travail à ne pas négliger.* »
- Inciter au **tri des déchets** (1 cit.)
- Problème **d'entretien des équipements** par manque de moyens (1 cit.)
« *Souvent, dans les petites collectivités, des équipements neufs sont vite dégradés par manque d'entretien. Le soutien technique de ces collectivités est insuffisant et la seule alternative est le recours à un fermier qui s'avère couteux.* »
- Poursuivre la **mise aux normes des systèmes d'assainissement** (1 cit.)
- **Etudier les impacts** des pollutions **sur le milieu** (1 cit.)
« *Les impacts des flux de polluants sur les milieux aquatiques, fragilisés en période d'étiage, sont à étudier (limites du pouvoir auto-épurateur du cours d'eau).* »
- **Informé** sur la pollution et son impact (1 cit.)
- Créer une **politique environnementale** (1 cit.)
« *A quand une réelle politique environnementale ? Quand on constate, encore aujourd'hui, que des usines envoient leurs eaux usées en mer, que l'agriculture pollue allègrement, que la plupart des politiques n'ont pas le courage de s'attaquer réellement au problème, on ne peut que s'alarmer du sort de l'eau.* »

4. Préservation des milieux aquatiques et humides

➤ Préservation des milieux aquatiques et humides : verbatims

[Base : environ 2 répondants s'exprimant sur le thème « préservation des milieux aquatiques et humides »]

 Question ouverte

Quel est votre avis ? Avez-vous des remarques ou suggestions ? Selon vous, faut-il continuer à aménager les rivières ou bien les ménager en prenant en compte leur caractère naturel ?

*De nombreux cours d'eau (lit majeur et affluents) sont soumis à **différents prélèvements**, dont le nombre et l'impact reste à déterminer, et qui **perturbent les milieux**. La problématique du **respect des débits réservés** n'est actuellement pas clairement prise en compte par les différents acteurs locaux. Globalement, des **mesures de débits sont à réaliser** sur plusieurs bassins versants insulaires. D'autre part, il existe une réelle **carence de connaissances** par rapport à la localisation et à la préservation **des zones humides** sur l'île et il paraît important de mener un travail spécifique pour rappeler leur importance aux particuliers et aménageurs, notamment en terme de biodiversité et de protection contre les inondations.*

***Selon leur position géographique** (très fréquentées ou non), il faut les ménager ou prendre en compte leur caractère naturel. Certains **accès** devraient peut-être également être **protégés**.*

5. Maîtrise du risque d'inondation

➤ Maîtrise du risque d'inondation

[Base : environ 4 répondants s'exprimant sur le thème « maîtrise du risque d'inondation »]

 Question ouverte

 Réponses multiples

Quel est votre avis ? Avez-vous des remarques ou suggestions ? De nouvelles réponses doivent-elles aujourd'hui être privilégiées pour se prémunir contre le risque d'inondation ?

- Stopper l'**urbanisation** en zones inondables, faire **respecter les lois** (2 cit.)
« La limitation des dégâts est conditionnée au respect strict des interdictions de constructibilité des zones potentiellement à risques. »
« Les zones inondables ne doivent pas se retrouver en zone à urbaniser sur les PLU. »
- **Manque d'entretien** des cours d'eau, des ouvrages de protection (2 cit.)
« La morphologie de certains cours d'eau corses, particulièrement dans les basses vallées urbanisées, présente des perturbations importantes, avec des zones de remblais, des embâcles et des décharges sauvages ce qui génère une augmentation du risque inondation. Le manque d'entretien des cours d'eau est une réalité sur la plupart des bassins versants. Ainsi, l'artificialisation des sols, l'obstruction de canalisation d'évacuation et le mauvais entretien des berges font partie des différentes explications à l'aggravation des risques. »
« Modernisation des actuels systèmes de protection. »
- Revoir les limites des **zones inconstructibles le long du littoral** (1 cit.)
« En ce qui concerne le littoral et le risque d'inondation par submersion il faudrait interdire toute construction dans la bande des 100m, voire élargir cette zone inconstructible. »
- Revoir les structures de **gestion** (1 cit.)
« Des structures de gestion des cours d'eau à l'échelle de bassin versant, type EPTB ou EPAGE, pourraient être constituées, en accord avec les collectivités locales, afin de coordonner les actions plus efficacement. »
- Renforcer la **prévention**, l'information (1 cit.)
« La mise en place de système d'alertes aux crues, de zones d'expansion de crues et plus globalement de plan d'actions (type PAPI comme sur Ajaccio) est à développer. »

6. Mer Méditerranée

➤ Mer Méditerranée

[Base : environ 4 répondants s'exprimant sur le thème « Mer Méditerranée »]

 Question ouverte

 Réponses multiples

Quel est votre avis ? Avez-vous des remarques ou suggestions ? Selon vous, faut-il aménager le littoral ou bien mieux le préserver en s'adaptant à sa configuration naturelle ?

- Améliorer les **connaissances** (2 cit.)
« Il faudrait améliorer les connaissances sur les écosystèmes aquatiques à proximité du littoral (notamment en présentant les limites de répartition des herbiers de posidonies et les évolutions au fil des ans) et les sources de pollutions dans les zones portuaires. »
« Essayer de cibler les zones de rejets pour une dépollution plus simple. »
- Remise en cause des **mouillages** (2 cit.)
« Vous parlez des ancres sur fonds de posidonies mais les solutions adoptées pour instaurer des mouillages dits organisés sont une tromperie absolue et les beaux habits d'un profit pour quelques uns dont des bureaux d'études opportunistes et dans l'imposture environnementale. Rien ne sert de dénoncer une anarchie fruit du laxisme organisé dont l'on excipe ultérieurement pour y substituer une densité délirante qui, sans parler des autres contraintes sur le milieu, amène une concentration en biocides et métaux lourds provenant des peintures anti salissures ravageuse pour les fonds de ces lieux abrités ainsi que la capacité d'accueillir la reproduction des espèces mises à mal. Les solutions mécaniques préconisées, mécaniques ou physico-chimiques retenues pour les ancrages porteraient à rire si elles n'étaient aussi débiles et inadéquates à tous points de vue ! Les sommes en jeu sont de nature à faire perdre le sens coacqua-culturemmun à bien des gens, aveuglés pour ou par des raisons qui leur seraient propres... »
« Limiter les zones de mouillage et leur donner une attention particulière »
- Améliorer l'**assainissement collectif** (1 cit.)
« Des progrès restent à faire sur l'assainissement collectif des communes du littoral : surveillance des rejets, eaux pluviales... »
- Lutter contre l'**artificialisation** des côtes (1 cit.)
« La menace principale qui pèse actuellement sur la Méditerranée, c'est l'artificialisation des côtes. Pour y remédier il faudrait : créer de nouvelles réserves naturelles et/ou étendre celles déjà existantes et améliorer la politique d'acquisition foncière du conservatoire du littoral. Il faudrait rattraper notre retard et passer de 22% à 30% de terrains sensibles acquis à l'horizon 2020. »
- Réduire les **occupations illicites de l'arrière plage** (1 cit.)
« Il existe de nombreuses occupations illicites du DPM (ou de l'arrière plage), avec des impacts plus ou moins importants sur les milieux mais surtout avec des conflits et des confiscations par des particuliers de biens communs. Les règles qui encadrent ces occupations doivent être assorties d'une politique d'implantation et d'aménagement concertés. »
- **Sensibiliser**, informer (1 cit.)
« Les actions d'éducation à l'environnement et de découverte des écosystèmes marins et de leur fragilité sont à renforcer auprès de publics adultes (notamment les plaisanciers) et des scolaires. »

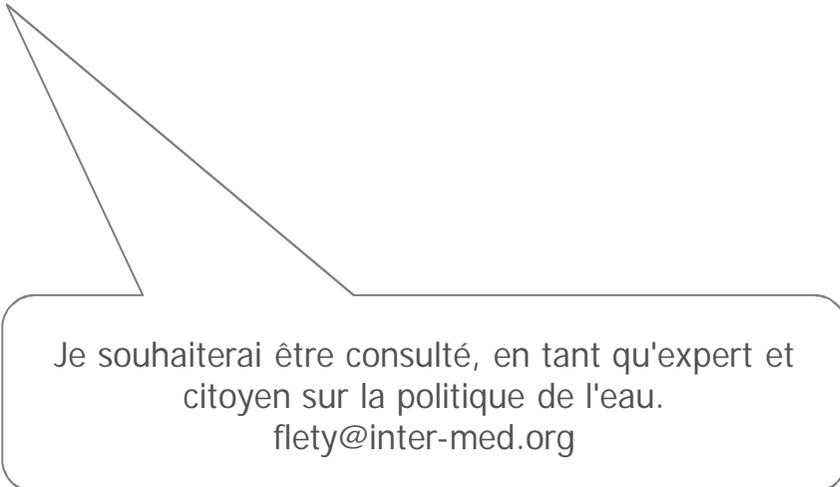
7. Autres remarques

> Autres remarques : verbatim

[Base : 1 répondant]

 Question ouverte

Quel est votre avis ? Avez-vous des remarques ou suggestions ? Selon vous, faut-il aménager le littoral ou bien mieux le préserver en s'adaptant à sa configuration naturelle ?



Je souhaiterai être consulté, en tant qu'expert et citoyen sur la politique de l'eau.
flety@inter-med.org

ANNEXE

➤ Questionnaire Corse (1/2)



Ministère de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Énergie
comité de bassin CORSE

CONSULTATION DU PUBLIC SUR L'AVENIR DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Les grands enjeux de L'EAU sur votre territoire

Donnez votre avis !

du 1^{er} novembre 2012 au 30 avril 2013

Nous, acteurs publics, allons prendre des décisions importantes pour la politique de l'eau (futur SDAGE). C'est pourquoi nous vous donnons aujourd'hui la parole sur les actions à entreprendre pour maîtriser les pollutions et préserver la qualité de nos rivières et de notre littoral.



Haute Corse
Corse de Sud
Mer Méditerranée

RÉPONDEZ EN LIGNE SUR www.corse.eaufrance.fr

LES GRANDS ENJEUX DU BASSIN DE CORSE

Parmi les 6 enjeux mentionnés ci-après, cochez les 2 qui vous paraissent les plus prioritaires pour l'avenir de l'eau et des milieux aquatiques ?

Eau et changement climatique Ressource en eau Lutte contre les pollutions
 Préservation des milieux aquatiques et humides Maîtrise du risque d'inondation Mer Méditerranée

Selon vous, existent-ils d'autres enjeux importants à traiter ? Souhaitez-vous ajouter des commentaires ? Oui Non

Si oui, lesquels ? *

ENJEU eau et changement climatique

Plusieurs secteurs géographiques corse (Balagne, extrême sud, cap Corse...) connaissent des penuries d'eau l'été. Les prélèvements d'eau pour les besoins de nos villes, de l'agriculture ou de certains loisirs sont en hausse. Le gaspillage d'eau existe (fuites dans les réseaux d'eau potable, irrigation inefficace). Le changement climatique est déjà une réalité et il va encore aggraver les déséquilibres.

* Quel est votre avis ? Avez-vous des remarques ou suggestions ? Selon vous, doit-on modifier nos comportements pour nous adapter aux changements climatiques et si oui comment ?

ENJEU ressource en eau

20 rivières corse sont affectées par des manques d'eau situation qui va s'aggraver avec le réchauffement climatique au risque, si rien n'est fait, de générer des conflits entre les usagers. Il faudra d'ici 2020 économiser 20 % de l'eau prélevée. C'est un impératif absolu d'adaptation qui suppose un effort de tous, les ménages, les industriels et les agriculteurs. Comment assurer un équilibre entre besoins, dont ceux du milieu naturel, et ressources en eau ?

* Quel est votre avis ? Avez-vous des remarques ou suggestions ? Selon vous, faut-il continuer à fournir de l'eau à la demande ou bien engager un effort collectif pour l'économiser dès maintenant ?

ENJEU lutte contre les pollutions

Il subsiste en Corse un retard important d'équipement et de mise en conformité des installations d'assainissement. L'entretien et le renouvellement de ces équipements sont également critiques pour éviter les pollutions en cas de mauvais fonctionnement. L'accélération de ces travaux pose question.

* Quel est votre avis ? Avez-vous des remarques ou suggestions ?

* Si vous avez des commentaires complémentaires, n'hésitez pas à les rédiger sur papier libre.

Merci pour votre confiance !

Les intervenants sur votre projet :

Brigitte AUMONT
brigitte.aumont@edinstitut.com
03.90.40.13.19

Elise CLAUDE
elise.claude@edinstitut.com
09.71.50.08.94

Site institutionnel



www.edinstitut.com

Nous contacter:

Siège
204 avenue de Colmar
67100 Strasbourg
Tél. 03.90.40.13.13

Agence de Dijon
22 rue Crébillon
21000 Dijon
Tél. 09.71.50.08.94

Le blog d'EDInstitut



www.verbatim-marketing.com